

**Union européenne - Climat -
Déclaration à la presse de Mme
Ségolène Royal, ministre de
l'environnement, de l'énergie et de
la mer, chargée des relations
internationales sur le climat, à son
arrivée au conseil environnement
(Bruxelles, 28 février 2017)**

Q - Pensez-vous parvenir à un accord aujourd'hui sur la réforme du marché du carbone ?

R - C'est indispensable de parvenir à un accord, on a beaucoup travaillé en ce sens. Il faut que l'Europe garde son leadership dans le domaine climatique. C'est aujourd'hui la première décision opérationnelle après l'Accord de Paris, bien évidemment en plus de toutes les décisions nationales qui ont été prises sur les transitions énergétiques dans chacun des pays, et l'adhésion des pays aux différentes coalitions. Maintenant, il faut donner le signal fort sur les ETS et sur le prix du carbone. Je crois que les choses ont beaucoup progressé, je pense que l'Europe est consciente de ses responsabilités.

Je crois aussi qu'au niveau des chefs d'État et de gouvernement, il y a eu beaucoup d'échanges. Nous célébrons, vous le savez, le 25 mars, l'anniversaire du Traité de Rome. Le président de la République française réunit aussi le 6 mars plusieurs pays européens, dont l'Allemagne. Il y a eu des échanges entre le président français et la chancelière allemande, et il y a une vraie volonté d'aller de l'avant au-delà des différences des tissus industriels de chacun des pays.

Nous devons à la fois donner un prix du carbone significatif, c'est l'engagement de la COP21 avec la coalition prix du carbone. Il serait d'ailleurs bon que l'ensemble des pays européens adhère à cette coalition du prix du carbone. Il faut aussi bien évidemment protéger les industriels, les protéger jusqu'à une certaine limite, c'est-à-dire sans que cela n'entraîne une baisse du prix du carbone qui n'a plus de sens. Et puis enfin il faut être solidaire à l'égard des pays qui ont besoin d'un peu plus de temps pour réaliser leur transition énergétique. Donc je crois que toutes les données sont aujourd'hui sur la table.

Le travail a été très important pour préparer cette réunion et j'ai bon espoir que nous puissions terminer cette journée sur un accord qui rendra l'Europe fière de ce qu'elle fait par rapport à sa responsabilité particulière sur l'origine du réchauffement climatique. C'est l'Europe industrialisée aussi qui a utilisé l'énergie fossile et qui doit aujourd'hui montrer l'exemple à l'égard du reste du monde, notamment des pays les plus vulnérables qui subissent le réchauffement climatique sans en être à l'origine. Donc nous avons une responsabilité particulière.

J'espère que nous serons à la hauteur de cette responsabilité particulière car il faut bien

comprendre aujourd'hui que nous construisons l'économie verte et que dans l'économie verte, productrice d'activités, d'emplois et de valeur ajouté, il n'y a pas d'opposition entre l'industrie et le climat. Bien au contraire, la lutte contre le réchauffement climatique et le recul des énergies fossiles est un levier nouveau de créativité économique, de créativité industrielle et de création d'emplois. Nous devons faire en sorte que nos entreprises, notamment celles qui n'ont pas encore compris cette mutation énergétique, puissent la comprendre et puissent s'engager très fermement dans la transition énergétique parce que c'est leur intérêt.

Q - Le prix de la tonne de carbone est-il beaucoup trop bas aujourd'hui pour être incitatif ?

R - Oui, il est beaucoup trop bas. Aujourd'hui le prix du carbone est beaucoup trop bas, c'est pourquoi il faut un accord aujourd'hui pour rehausser ce prix du carbone avec des mécanismes qui ont été bien anticipés, bien travaillés, et qui correspondent à un juste équilibre entre une hausse du prix du carbone et en même temps des mécanismes qui permettent d'accélérer la transition énergétique.

Q - Y a-t-il des pays européens comme l'Allemagne, la Pologne, qui ne veulent pas d'une politique européenne trop contraignante ?

R - Je crois qu'il y a bien sûr des lobbies qui sont très forts, et pourtant ces lobbies industriels profitent des investissements dans la transition énergétique. Ce sont parfois les mêmes qui crient le plus fort et qui font le plus de profits dans la transition énergétique. Il ne faut donc pas baisser les bras, il faut être bien clair sur les enjeux. Ce sont des décisions politiques au plus haut niveau, qui engagent l'avenir de nos pays et non pas les intérêts particuliers de telle ou telle filière industrielle, qui en plus a intérêt à investir dans les énergies propres.

En tout cas, en ce qui concerne l'Allemagne, je le disais à l'instant, la chancelière allemande Angela Merkel est très à l'offensive sur la question climatique. Elle s'est beaucoup impliquée sur la conférence de Paris sur le climat, elle a une position très claire sur ce sujet-là et il ne faudrait pas que les industriels parlent à sa place. Au contraire, l'Allemagne a une politique tout à fait exemplaire dans ce domaine, et, par conséquent, la France compte sur l'Allemagne pour être à l'offensive sur la question des stratégies bas carbone. Pour la Pologne il y a des mécanismes de solidarité qui sont mis en place. Il est très important que la Pologne comprenne que ces mécanismes de solidarité sont un atout considérable pour ce pays. Là aussi il faut que les choses bougent dans le bon sens pour que nous puissions dégager un accord et un consensus aujourd'hui dont le Parlement européen se saisira./.